



Commune de Val-de-Ruz

Conseil communal

RÈGLEMENT SUR LES EAUX

Rapport au Conseil général

Version : 2.0 TH 216070

Date : 29.03.2016

Révisions

Date	Version	Description	Auteur(s)
04.11.2015	0.1	Rédaction du document	CFG / CHO
11.11.2015	0.2	Correction du document	CFG / CHO
23.11.2015	0.3	Première lecture	CC
26.11.2015	1.0	Adoption du document	CC
02.03.2016	1.1	Ajout suite à la discussion avec l'Etat	CFG / CHO
29.03.2016	2.0	Adoption du document	CC

Table des matières

1.	Introduction	4
2.	Les différents chapitres.....	4
2.1.	Chapitre 1 : Dispositions générales	4
2.2.	Chapitre 2 : Eau potable.....	5
2.3.	Chapitre 3 : Assainissement	7
2.4.	Chapitre 4 : Drainages agricoles	8
2.5.	Chapitre 5 : Cours d'eau	8
2.6.	Chapitre 6 : Financement	8
2.7.	Chapitre 7 : Dispositions transitoires et finales	9
3.	Relecture du règlement avec les services de l'Etat.....	9
3.1.	Généralités	9
3.2.	Dernières modifications.....	9
4.	Réponse au postulat PO14.005 : révision du règlement de distribution de l'eau potable et de défense incendie	10
5.	Conclusion.....	10
6.	Annexe.....	11

Monsieur le président du Conseil général,
Mesdames les conseillères générales, Messieurs les conseillers généraux,

1. Introduction

Comme vous le savez, la Commune de Val-de-Ruz a officiellement été créée le 1^{er} janvier 2013. A cette date, tous les règlements existants ont été repris par la nouvelle Commune et restaient valables tant et aussi longtemps qu'ils n'étaient pas remplacés par une nouvelle réglementation communale.

Ainsi pour l'eau potable, l'assainissement, les drainages agricoles et les cours d'eau, les dispositions des règlements du syndicat intercommunal MultiRuz et des villages étaient applicables pour répondre aux demandes et attentes des habitants de la Commune.

Depuis bientôt trois ans, nous accumulons les expériences et, avec la mise en vigueur de la loi sur la protection et la gestion des eaux (LPGE), du 2 octobre 2012, et surtout son règlement d'exécution (RLPGE), du 10 juin 2015, nous pouvons désormais vous proposer un nouveau règlement communal unique qui couvre les différents domaines en relation avec les eaux.

Le règlement a été préparé par un groupe de travail formé d'une partie des membres du groupe de projet ViRuzO, puis a été adopté par le Conseil communal.

Si la partie assainissement, drainages et cours d'eau reprend une part importante des dispositions figurant dans le règlement de MultiRuz, la partie eau potable a, quant à elle, été revue en tenant compte des nombreuses évolutions vécues dans ce domaine.

Ont également servi dans la formulation des articles le règlement type pour la distribution de l'eau de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE ci-après), les règlements récents des Communes de Milvignes et Val-de-Travers, le modèle 2002 du règlement et tarif de l'office de l'économie hydraulique du canton de Berne ainsi que le règlement de MultiRuz.

2. Les différents chapitres

2.1. Chapitre 1 : Dispositions générales

Dans ce chapitre sont regroupées les dispositions en principe valables pour plusieurs domaines. Elles répondent ainsi aux questions suivantes :

- quel est le but et le champ d'application du règlement ?
- quelles sont les bases juridiques qui régissent les rapports entre la Commune et ses clients ?
- qui sont les clients ?
- quand débute et se termine le contrat ?
- que faut-il annoncer à la Commune et comment obtenir une autorisation ?
- quel matériel peut être utilisé ?

- qui peut réaliser les installations ?
- quelles précautions prendre lors de travaux à proximité des conduites ou collecteurs ?
- qui prend en charge les coûts en cas de modification du tracé de conduites ou collecteurs publics ?
- à quelles conditions la Commune peut-elle utiliser le domaine privé ?

Article 1.4 : lors de la présentation à la Commission des règlements, il a été demandé comment serait appliqué l'alinéa 2. Si le détail n'est naturellement pas encore réglé, il a été précisé qu'un ajout périodique sur la facture rappellerait cette clause.

Article 1.5 : la deuxième puce précise que l'extension ou la suppression d'installations sanitaires est soumise à autorisation. Les commissaires ont trouvé cette disposition particulièrement sévère. Il leur a été répondu que si une certaine marge de manœuvre est admise pour les maisons familiales, elle est beaucoup plus délicate dans les immeubles locatifs, ne serait-ce que pour des questions de maintien de la qualité de l'eau.

Article 1.8 : le recours à des installateurs agréés se justifie par l'observation régulière d'installations bricolées ne garantissant pas à l'usager de l'eau de qualité et une installation exempte de défaut (bruit, matériau inadéquat, malfaçon, etc.). La Commune dispose de la marge de manœuvre donnée notamment par l'alinéa 2.

Article 1.10 : à titre d'exemple, les CFF obtiendraient un avantage si des conduites publiques devaient être déplacées pour laisser passer une voie ferrée. Les CFF devraient alors payer la totalité des coûts de déplacement. Pourrait ensuite être posée la question de l'âge des conduites, alors une participation de la Commune à ces coûts en fonction de la vétusté pourrait être envisageable.

Article 1.11 : il est ici question de conduites ou collecteurs appartenant à la Commune.

Article 1.11¹ : dans certains cas (par exemple flux gravitaire), les conduites (collecteurs) se doivent de traverser des parcelles privées. Dans ce cas, les conduites sont posées à bien-plaire et sans droit de passage. La notion de "à bien-plaire" et de déplacement de conduites a été quelque peu adaptée depuis le 1^{er} janvier 2012 à la suite de la modification de l'article 691, alinéa 1 du Code civil suisse (CCS).

Article 1.11⁴ : ce paragraphe permet à la Commune d'intégrer dans son réseau public un raccordement en participant financièrement à son augmentation de diamètre. Le solde du raccordement reste naturellement à charge du propriétaire.

2.2. Chapitre 2 : Eau potable

Le premier article définit les missions de la Commune pour le domaine de l'eau potable. Il donne aussi au Conseil communal la possibilité de déléguer tout ou partie de ses missions.

Le second article définit l'aire de distribution de l'eau potable qui pourrait d'ailleurs évoluer en suivant les adaptations inéluctables du Plan d'aménagement local, en sachant que le plan actuel de

Val-de-Ruz est encore constitué par le cumul des plans d'aménagement local des villages qui forment Val-de-Ruz.

L'article 2.3 définit les tâches de planification auxquelles la Commune doit se soumettre. En principe, le résultat est le Plan général d'alimentation en eaux de Val-de-Ruz (PGA-VdR) dont le rapport explicatif devrait être terminé au printemps 2016.

L'article 2.4 rappelle que c'est à la Commune de démontrer que l'eau distribuée répond aux normes de qualité.

Les articles 2.5 à 2.7 définissent l'enveloppe du patrimoine des eaux potables propriété de Val-de-Ruz.

L'article 2.9 précise indirectement la manière de financer les infrastructures des eaux potables. L'infrastructure de base est financée entièrement par Val-de-Ruz qui perçoit la participation des nouveaux raccordés au travers de la taxe unique de raccordement.

Les extensions de l'équipement public de base sont financées selon la loi sur l'aménagement du territoire (LCAT), du 2 octobre 1991, pour moitié par les propriétaires (promoteurs) et pour l'autre moitié par la Commune dans la mesure où l'extension n'est pas comprise dans un contrat d'équipement signé par la Commune et le propriétaire.

Les extensions de l'équipement de détail sont financées à 80% par les propriétaires, le solde étant à charge de la Commune dans la mesure où l'extension n'est pas comprise dans un contrat d'équipement.

Il est à noter que la taxe unique de raccordement est également due par le propriétaire, puisqu'elle couvre, elle, les infrastructures en amont de l'extension.

L'article 2.10¹ définit que la Commune (ou son mandataire) étudie et réalise le branchement d'eau potable à partir de son réseau. C'est avant tout des considérations de maintien de la qualité de l'eau, de suivi des réseaux et des branchements qui dictent cette clause.

Les articles 2.10 à 2.15 définissent que les éléments en relation entre le branchement considéré et les installations à l'intérieur de l'immeuble sont de l'équipement privé, entièrement à charge du propriétaire.

La propriété des branchements a donné lieu à de nombreuses et longues discussions. Finalement, le Conseil communal avec le groupe de travail, contrairement à la philosophie de MultiRuz, a décidé que le branchement resterait un équipement privé, dont l'entretien, la réparation et le remplacement seraient à la charge de son propriétaire. C'est en fait la situation actuelle dans tous les villages, hormis Cernier et Coffrane.

L'article 2.12 parle du droit de passage de l'équipement privé, donc de relations entre propriétaires ; le règlement précise la marche à suivre recommandée.

L'article 2.13 rappelle que lors de travaux sur l'équipement privé, le propriétaire se doit de se conformer aux conditions de l'article 1.9. La Commune devra encore définir la manière dont elle entend être informée.

Les articles 2.16 à 2.26 sont en relation avec les installations privées à l'intérieur de l'immeuble.

Le Conseil communal s'est penché sur l'obligation de mandater un installateur agréé pour exécuter des travaux et justifie ce choix par le fait que l'eau potable est une denrée alimentaire et que seuls des professionnels formés peuvent réaliser des installations conformes aux directives de la SSIGE et éviter des solutions peu adéquates déjà observées. Il est à noter que la plupart des installateurs sanitaires ont déjà l'agrégation SSIGE et qu'une phase transitoire est prévue.

L'article 2.17 doit laisser tant à la Commune qu'au propriétaire une marge de manœuvre dans l'interprétation du devoir d'annonce. Bien évidemment, les travaux dans des immeubles locatifs qui pourraient affecter les locataires doivent faire l'objet d'une annonce de la part du propriétaire.

L'article 2.24 parle des installations spéciales telles que systèmes de protection incendie automatique (sprinkler), installations industrielles utilisant de l'eau, etc. Dans tous les cas, il est de la responsabilité du propriétaire de se prémunir pour garantir le maintien de la qualité de l'eau et particulièrement de veiller à ce que ni l'aval de l'installation, ni l'amont, c'est-à-dire le réseau, puissent être sujets à des reflux.

L'article 2.26 précise la manière d'utiliser à la fois de l'eau de pluie récupérée et de l'eau potable dans un immeuble.

Les articles 2.28 à 2.35 sont des dispositions relatives à la qualité et l'usage de l'eau potable.

Les articles 2.36 à 2.44 sont les dispositions relatives au comptage de l'eau.

2.3. Chapitre 3 : Assainissement

Le règlement d'exécution de la loi sur la protection et la gestion des eaux (RLPGE), du 10 juin 2015, exige une séparation comptable de la gestion des eaux claires et des eaux usées.

Ce chapitre a été rédigé sur la base du règlement de MultiRuz.

Les articles 3.1 à 3.3 définissent les missions et compétences de la Commune. Si à l'article 3.3 l'importance de se doter d'un cadastre des canalisations à jour est soulignée, c'est avant tout pour éviter d'oublier cet aspect important et souvent négligé.

L'article 3.4 parle du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) qui devra être défini durant l'année 2016. Le PGEE de Val-de-Ruz reprendra les données des PGEE des villages, les analysera, proposera les adaptations nécessaires et intégrera les modifications liées à l'évolution tant législative que technologique.

Les articles 3.5 à 3.15 définissent, en termes d'assainissement, les principes et obligations des propriétaires.

L'article 3.16 parle de l'infiltration des eaux qui est dans la mesure du possible la méthode première que la législation prévoit pour l'évacuation des eaux non polluées. Il faut relever ici que cette méthode est difficilement applicable sur le territoire de Val-de-Ruz, le sous-sol ne s'y prêtant pas, sauf dans des endroits à recenser par le futur PGEE.

Les articles 3.17 à 3.29 sont des dispositions techniques, financières et administratives à respecter aussi bien par la Commune que par les propriétaires.

Les articles 3.30 à 3.32 définissent le comptage des volumes d'eaux résiduelles soumis aux taxes d'épuration.

Enfin, *les articles 3.33 à 3.37* définissent les restrictions et les cas particuliers à considérer.

2.4. Chapitre 4 : Drainages agricoles

Les drainages agricoles sont nécessaires au vu des particularités géologiques de Val-de-Ruz.

Les articles de ce chapitre ont été rédigés en collaboration avec l'Office cantonal des améliorations foncières.

Les dispositions *des articles 4.1 à 4.4* résultent donc de ce travail commun.

Le montant des subventions de *l'article 4.7* est en accord avec la pratique cantonale usuelle.

L'article 4.10 part du principe que ce sont surtout les racines des nouveaux arbres qui peuvent endommager et boucher les conduites de drainage alors que celles des arbres existants ont déjà fait leurs chemins principaux. Les cas douteux seront discutés avec la Commune.

2.5. Chapitre 5 : Cours d'eau

Ce chapitre encore assez concis sera développé dans le cadre du PGEE de Val-de-Ruz qui devra être réalisé en 2016.

2.6. Chapitre 6 : Financement

Ce chapitre important rappelle d'abord que tant l'eau potable que l'assainissement doivent être autoporteurs, c'est-à-dire que les recettes doivent être égales aux dépenses.

En réalité, à chaque bouclage annuel, il est prélevé ou versé dans le fonds correspondant le montant nécessaire pour équilibrer les comptes d'eau potable et ceux de l'assainissement.

Les montants des taxes sont définis dans le règlement d'exécution concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux de même que les principes.

Le Conseil communal est compétent pour adapter les montants des taxes, selon l'arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux, du 18 février 2013.

2.7. Chapitre 7 : Dispositions transitoires et finales

Ce chapitre définit les dispositions finales usuelles telles que : entrée en vigueur, abrogations, plaintes, recours, etc.

3. Relecture du règlement avec les services de l'Etat

3.1. Généralités

Au dernier moment, alors qu'il devait être présenté à la séance du Conseil général du 14 décembre 2015, le service des communes a demandé au conseiller communal en charge du dicastère de reporter la présentation dudit règlement pour pouvoir discuter de certains articles avec les services de l'Etat impliqués. Cela faisait sens puisque ce règlement était l'un des premiers qui suivait l'entrée en vigueur du règlement d'exécution de la loi sur la protection et la gestion des eaux (RLPGE), du 10 juin 2015.

Trois rencontres ont été nécessaires pour revoir le règlement.

3.2. Dernières modifications

Les simplifications et les modifications discutées et retenues figurent naturellement dans le projet qui vous est soumis. De plus, les formes épiciènes ont été introduites partout où il était nécessaire de le faire. Dans le même temps, les demandes ou remarques reçues des différents partis politiques ont été analysées, discutées et si utiles intégrées.

L'obligation de recourir à du personnel reconnu compétent pour réaliser les installations d'eau potable a été conservée, ceci pour éviter, à priori, les bricolages inacceptables déjà observés ou l'intervention de personnel non qualifié sur des installations sensibles. Il faut ici se souvenir que l'eau potable reste une denrée alimentaire et donc que les installations doivent respecter les directives SSIGE connues notamment des professionnels agréés.

Après de longues discussions, la teneur de l'article 1.5 a été modifiée et sa deuxième puce devient ainsi : *l'extension, la transformation ou la modification d'installation **nécessitant le dépôt d'un permis de construire***. Cette formulation permet à chacun de bénéficier d'une certaine marge de manœuvre et donc de remplacer un organe défaillant ou de procéder à une amélioration d'une installation sans annonce préalable à la Commune. Avec ce nouveau libellé, le Conseil communal est d'avis que les propriétaires disposent ainsi de la souplesse souhaitée et demandée par plusieurs partis et commissaires.

Le titre de l'article 2.5 "certifications" devient "prescriptions techniques" : en effet, les directives de la SSIGE qui ont force de loi définissent les conditions que doivent satisfaire les composants utilisés aussi bien dans les installations et conduites publiques que privées.

4. Réponse au postulat PO14.005 : révision du règlement de distribution de l'eau potable et de défense incendie

En date du 29 septembre 2014, le groupe des Verts a déposé le postulat suivant :

« Que ce soit à Cernier (point 11 de l'ordre du jour) ou à Fontainemelon (point 12 de l'ordre du jour), la réfection des réseaux d'alimentation en eau a été accompagnée d'une réfection de la partie des raccordements privés sis sur le domaine public. Cette démarche est correcte puisqu'elle permet de profiter des travaux en cours et doit à notre avis être poursuivie. Toutefois, elle crée une inégalité de traitement avec les propriétaires privés d'autres villages qui doivent financer entièrement les réparations de leur raccordement sis sur le domaine public, cela même si les ruptures de ces raccordements sont pour la plupart imputables au trafic routier, et non à une quelconque négligence de la part des propriétaires.

Nous demandons donc au Conseil communal de proposer une révision du « Règlement de distribution de l'eau potable et de défense incendie » hérité de MultiRuz afin que tous les propriétaires du Val-de-Ruz soient traités sur un pied d'égalité ».

Avec la présentation de ce nouveau règlement sur les eaux et du présent rapport, le Conseil communal considère avoir répondu en tous points au postulat, raison pour laquelle il vous prie de bien vouloir accepter son classement.

5. Conclusion

Si la loi sur la protection et la gestion des eaux (LPGE) a été adoptée le 2 octobre 2012, son règlement d'exécution, du 10 juin 2015, n'est entré en vigueur que le 1^{er} juillet 2015.

Le document qui vous est présenté est donc en parfaite adéquation avec les nouvelles dispositions cantonales.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal vous demande de prendre en considération le présent rapport et d'adopter ce règlement qui répond à l'ensemble des problématiques de l'eau sur notre territoire communal.

Nous vous prions de croire, Monsieur le président, Mesdames les conseillères générales, Messieurs les conseillers généraux, à l'expression de notre haute considération.

Val-de-Ruz, le 29 mars 2016

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL
La présidente Le chancelier
A.-C. Pellissier P. Godat

6. Annexe

- Règlement sur les eaux



Commune de Val-de-Ruz

RÈGLEMENT SUR LES EAUX

Version : 1.0

TH 220301

Date :

18.04.2016

	CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES
<p>1.1. But et champ d'application</p>	<p>¹ La Commune de Val-de-Ruz (ci-après : la Commune) représentée par son Conseil communal prend, dans les limites des législations fédérales et cantonales, les mesures nécessaires pour distribuer l'eau potable, l'évacuer mais aussi pour protéger les eaux contre toute atteinte nuisible (police des eaux).</p> <p>² Le présent règlement régit l'étude, la planification, l'exécution, l'exploitation, la maintenance et le financement des infrastructures dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la production et la distribution des eaux potables ; • l'assainissement, c'est à dire l'évacuation des eaux usées, des eaux mixtes et des eaux claires et leur traitement ; • le drainage des terrains agricoles ; • les cours d'eau ; <p>ainsi que les relations entre la Commune et les usagères et usagers raccordés à ses réseaux de distribution et d'évacuation des eaux.</p>
<p>1.2. Bases juridiques</p>	<p>Les rapports juridiques entre les usagères et usagers et les tiers concernés et la Commune sont régis, dans l'ordre, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la législation fédérale ; • la législation cantonale ; • les directives de la Société Suisse de l'industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE) et de l'Association des professionnels de la protection des eaux (VSA) ; • le présent règlement.
<p>1.3. Usagères et usagers</p>	<p>¹ Sont considérés comme usagères et usagers de la Commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les propriétaires d'une parcelle raccordée au moins à l'un des réseaux d'eaux (eaux potables, eaux usées et eaux claires) ; • les titulaires d'un droit de superficie et les propriétaires d'un bâtiment raccordé aux réseaux d'eaux ; • les personnes physiques ou morales habilitées à acheter de l'eau à des fins temporaires ; • les propriétaires d'une parcelle protégée contre l'incendie par une hydrante alimentée par le réseau de distribution de la Commune. <p>² Tout raccordement aux réseaux communaux tient lieu de contrat et implique l'acceptation par l'usagère ou l'utilisateur du présent règlement, des prescriptions et des tarifs qui en découlent.</p>

1.4. Rapport contractuel	<p>¹ Les obligations découlant des raccordements débutent à la mise en service.</p> <p>² En règle générale, tout transfert de ces obligations doit être annoncé par écrit à la Commune au moins un mois à l'avance par l'ancienne ou l'ancien et la nouvelle ou le nouveau propriétaire, en indiquant la date du changement.</p> <p>³ Les propriétaires sont réputés être les usagères et usagers ainsi que les interlocutrices et interlocuteurs de la Commune et endossent la responsabilité en lien avec les obligations découlant du rapport contractuel.</p>
1.5. Autorisations	<p>¹ Sont soumis à autorisation préalable de la Commune :</p> <ul style="list-style-type: none">• le raccordement d'un bâtiment ou d'une installation particulière (piscine, jacuzzis, etc.) ;• l'extension, la transformation ou la modification d'installations nécessitant le dépôt d'un permis de construire ;• la consommation temporaire d'eau et le prélèvement d'eau à l'hydrante ;• la fourniture d'eau à des tiers ou sa dérivation en leur faveur (à l'exception des contrats de location ou de bail) ;• la mise en place d'installations d'extinction (sprinkler), de refroidissement ou de climatisation raccordés au réseau d'eau potable. <p>² Les demandes d'autorisation, soumises à la Commune par la ou le propriétaire ou sa ou son mandataire, seront accompagnées de tous les documents et formulaires nécessaires à leur examen.</p>
1.6. Couverture des coûts	<p>¹ Tous les coûts occasionnés à la Commune à la suite de l'inobservation du présent règlement sont à la charge de la personne propriétaire.</p> <p>² Toute correspondance de la Commune restée sans effet peut faire l'objet d'un rappel facturable.</p>
1.7. Cadastre des conduites	<p>¹ La Commune fait relever toutes les conduites et collecteurs ainsi que tous les ouvrages spéciaux et infrastructures situés sur les réseaux publics.</p> <p>² La Commune établit et met à jour régulièrement une base de données informatique contenant ces relevés et les informations y relatives (cadastre souterrain). Elle ne peut cependant pas garantir que toutes les conduites y figurent, ni leurs positions et ni leurs profondeurs.</p>

	<p>³ La Commune fait relever tous les nouveaux branchements et raccordements aux frais de la ou du propriétaire.</p> <p>⁴ La Commune établit en outre l'inventaire des installations d'infiltration.</p> <p>⁵ La ou le propriétaire remet les plans conformes à l'exécution des nouveaux bâtiments à la Commune.</p>
<p>1.8. Installatrices et installateurs agréés, octroi, retrait d'autorisation et responsabilités</p>	<p>¹ Pour garantir la bien-facture des installations d'eau potable, la Commune délivre l'autorisation générale d'installer aux installatrices et installateurs agréés eau SSIGE pour autant que ces personnes remplissent les exigences de la directive GW1 de la SSIGE.</p> <p>² La Commune peut, pendant une période transitoire de trois ans, délivrer une autorisation provisoire à une installatrice ou un installateur qui ne serait pas encore agréé SSIGE.</p> <p>³ La Commune est en droit, pour des motifs justifiés, de retirer temporairement ou définitivement l'autorisation générale d'installer.</p>
<p>1.9. Travaux à proximité des conduites et/ou collecteurs</p>	<p>¹ Il est interdit de dégager, modifier, déplacer, réaliser des constructions à proximité des conduites et/ou collecteurs sans autorisation.</p> <p>² Avant d'entreprendre des travaux de fouilles sur le domaine privé ou public, il est nécessaire de se renseigner au préalable auprès de la Commune sur l'emplacement d'éventuelles conduites et/ou collecteurs et veiller si nécessaire à leur protection.</p> <p>³ Dans le cas de travaux de dégagement de conduite, les travaux s'effectuent à la pelle et à la pioche.</p> <p>⁴ En cas de découverte d'une conduite et/ou collecteur, l'entrepreneuse ou entrepreneur ou la personne propriétaire prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher un affaissement ou une rupture en la(les) suspendant(s) ou en l'(les) étayant(s). La personne avertit la Commune et ne remblaye la fouille qu'après contrôle.</p> <p>⁵ En cas de dégât, l'entrepreneuse ou entrepreneur ou la personne propriétaire avertit immédiatement la Commune qui est seule qualifiée pour effectuer ou mandater la réparation. L'entrepreneuse ou entrepreneur ou le particulier prend à sa charge tous les frais de remise en état ainsi que les autres dommages résultants de cet incident.</p>

<p>1.10. Modification du tracé des conduites et/ou collecteurs publics</p>	<p>En cas de déplacement de conduites, de collecteurs ou d'hydrantes pour cause de construction, les coûts résultants vont à la charge de la demandeuse ou du demandeur dans la mesure où celle-ci ou celui-ci obtient un avantage.</p>
<p>1.11. Utilisation du domaine privé pour des infrastructures publiques, droit de passage</p>	<p>¹ La personne propriétaire d'un bien-fonds est tenue d'autoriser, à bien-plaire et sans indemnité de passage, l'établissement à travers sa parcelle des infrastructures de réseau nécessaires à la fourniture et à l'évacuation de l'eau, même si ces installations servent à d'autres biens-fonds raccordés.</p> <p>² Elle s'abstient de tout acte pouvant nuire au bon fonctionnement et à la sécurité de ces installations ou de nature à perturber leur exploitation, leur contrôle et leur entretien.</p> <p>³ Elle s'interdit de construire, de planter (arbres ou buissons) ou d'effectuer d'autres travaux à moins de 3 mètres de ces installations, sans le consentement exprès de la Commune.</p> <p>⁴ La Commune prend à sa charge les éventuels surcoûts de construction engendrés par la présence de conduites ou collecteurs principaux ou secondaires. Les éventuels surcoûts occasionnés par la présence d'une canalisation de raccordement et les éventuels ouvrages y relatifs sont quant à eux supportés par la ou le propriétaire.</p> <p>⁵ Pour exécuter les travaux de contrôle, d'entretien ou de réparation, la Commune peut en tout temps accéder librement avec le personnel et les moyens utiles au terrain considéré. La personne propriétaire en est préalablement informée, excepté en cas d'urgence. Les éventuels dommages causés par ces travaux sont assumés par la Commune.</p> <p>⁶ L'accès aux hydrantes doit être garanti pour le service du feu et pour l'entretien par la Commune.</p> <p>⁷ La Commune peut apposer, après concertation avec la ou le propriétaire foncier, des plaquettes signalétiques sur les façades, aux clôtures, sur des poteaux, etc. pour les signaler.</p> <p>⁸ La Commune peut requérir l'inscription des installations à ses frais au Registre foncier.</p>
<p>1.12. Fontaines publiques</p>	<p>Les fontaines situées sur le domaine public et alimentées en eau potable ou en eau de source, y compris leurs conduites d'alimentation et d'évacuation, sont exploitées et entretenues par la Commune.</p>

	CHAPITRE 2. EAU POTABLE
2.1. Missions	<p>¹ La Commune a, dans le domaine de l'eau potable, pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none">• fournir une eau potable conforme à la législation, à la pression disponible de l'endroit considéré, en quantité nécessaire pour couvrir la demande en eau potable et en eau d'extinction. Si la pression devait être insuffisante, il appartient à l'usagère ou l'utilisateur de pourvoir aux moyens de l'augmenter ;• concevoir, construire et exploiter les infrastructures nécessaires à cet effet ;• régler les aspects techniques en tenant compte des règles et des recommandations des associations spécialisées ;• exploiter les infrastructures de distribution d'eau, y compris la mise à disposition de l'eau d'extinction, selon le principe de l'équilibre des comptes ;• définir les tarifs et facturer l'eau consommée ;• maintenir un service de piquet pour assurer la distribution d'eau potable et d'eau d'extinction également en dehors des heures ouvrables ;• encourager une utilisation rationnelle de l'eau en informant les consommatrices et consommateurs de manière ciblée ou générale. <p>² Dans les limites de la loi, la Commune peut déléguer par contrat de droit public tout ou partie des missions énumérées à l'alinéa 1.</p>
2.2. Aire de distribution	<p>¹ La Commune assure la distribution de l'eau potable dans le périmètre de la zone d'urbanisation des villages qui la composent.</p> <p>² En dehors de la zone d'urbanisation, l'approvisionnement peut être assuré par la Commune ou des tiers.</p> <p>³ La Commune peut également assurer la distribution d'eau potable pour des parcelles ou des zones situées sur le territoire d'autres communes. De même, la Commune peut déléguer son mandat aux distributrices et distributeurs des communes limitrophes dans le cas de bâtiments situés en bordure du territoire communal.</p>

<p>2.3. Tâches de planification</p>	<p>¹ La Commune établit une planification à 15 ans conformément aux prescriptions de l'Etat et aux recommandations de la SSIGE.</p> <p>² Cette planification comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les investissements nécessaires ; • l'évolution des charges et des revenus ; • l'évolution de la fortune du fonds de l'approvisionnement en eau potable, s'il y a lieu et les modifications de taxes nécessaires à garantir l'équilibre du compte. <p>³ Elle est présentée sous la forme d'un Plan général d'alimentation en eau (PGA-VdR) dans lequel figure aussi un concept d'alimentation en eau potable en cas de crise.</p> <p>⁴ Cette planification est régulièrement tenue à jour mais au minimum tous les 4 ans.</p>
<p>2.4. Suivi de la qualité</p>	<p>¹ La Commune met en place une organisation qui permet l'autocontrôle en garantissant un suivi de la qualité de l'eau potable distribuée et qui répond ainsi aux exigences légales.</p> <p>² Elle veille à l'application de la réglementation relative à l'utilisation des biens-fonds en zones et périmètre de protection des eaux.</p>
<p>2.5. Prescriptions techniques</p>	<p>Les Directives de la SSIGE font foi lors de la construction, de la modification, du renouvellement et de l'exploitation des réseaux et des installations publiques.</p>
<p>2.6. Infrastructures et propriété</p>	<p>¹ Les installations d'approvisionnement comprennent les ouvrages et les installations nécessaires au captage, au transport, au traitement, au stockage et à la distribution des eaux potables (ouvrages, réseaux, hydrantes, systèmes de pilotage et supervision, etc.).</p> <p>² Elles sont la propriété de la Commune, exploitées, entretenues et gérées sous sa responsabilité.</p>
<p>2.7. Réseau d'eau public</p>	<p>¹ Le réseau comprend les conduites de transport qui relient les lieux de production de l'eau potable aux réservoirs, les conduites principales de distribution qui amènent l'eau du réservoir à la zone d'approvisionnement, et les conduites de distribution, qui, dans la zone d'approvisionnement alimentent les biens-fonds en reliant la conduite principale à la conduite de branchement.</p> <p>² La Commune est responsable des choix techniques et du tracé. Elle coordonne ses travaux avec les autres usagers et usagers du sous-sol.</p>

<p>2.8. Hydrantes et vannes</p>	<p>¹ Les hydrantes et les vannes font partie du réseau d'eau public. Elles doivent être accessibles en tout temps et sont uniquement à disposition du service du feu et de la Commune.</p> <p>² L'emplacement des hydrantes et des vannes est défini par la Commune, d'un commun accord avec ses unités administratives et pour les hydrantes avec le service du feu.</p> <p>³ La Commune en assure l'entretien.</p> <p>⁴ Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter la pose d'hydrante sur leur parcelle, sans dédommagement si l'installation sur le domaine public est trop difficile ou coûteuse.</p>
<p>2.9. Développement des infrastructures</p>	<p>La Commune développe les réseaux dans la zone d'urbanisation du territoire, en fonction de la demande, des contingences économiques et de sa planification, et ceci dans l'ordre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'infrastructure de base comprend les installations de traitement, les réservoirs et les conduites de transport ; • l'équipement public de base correspond aux conduites principales de distribution qui sont généralement sans branchement ; • l'équipement public de détail, correspond aux conduites de distribution qui servent à alimenter les parcelles privées ; • l'équipement privé, correspond au branchement du bâtiment et aux installations à l'intérieur de celui-ci.
<p>2.10. Définition du branchement d'immeuble</p>	<p>¹ Le branchement comprend la prise sur la conduite de distribution, la vanne de prise, la conduite de branchement, le passage de mur et le premier organe d'arrêt à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>² La conduite de branchement relie la conduite de distribution au bâtiment et va jusqu'à l'introduction dans celui-ci ou dans la chambre du compteur y compris.</p>
<p>2.11. Propriété, installation et coûts du branchement</p>	<p>¹ Le branchement est étudié, exécuté et entretenu exclusivement par la Commune ou ses mandataires à la charge de la ou du propriétaire. En règle générale, chaque bâtiment possède un seul et unique branchement individuel au réseau de distribution. Dans le cas de maisons mitoyennes ou de lotissement, il est possible d'avoir un branchement commun avec l'accord de la Commune.</p> <p>² Les coûts d'installation initiaux de la conduite du branchement complet sont à la charge de la personne propriétaire, aussi bien sur le domaine public que privé. Il en va de même lorsque la conduite de branchement doit être remplacée, assainie, modifiée, déplacée, agrandie, débranchée, etc.</p>

	<p>³ Si la Commune autorise ou prescrit le raccordement de plusieurs bâtiments par un branchement commun, elle doit préciser la répartition des coûts.</p> <p>⁴ Une taxe de raccordement unique est facturée en fonction du diamètre nominal du compteur comme participation financière à l'infrastructure.</p> <p>⁵ En cas d'augmentation de ce diamètre, la différence de taxe de raccordement est aussi facturée.</p> <p>⁶ En cas de déplacement de la conduite de branchement, les coûts résultants vont à la charge de la demandeuse ou du demandeur.</p>
2.12. Dispositions techniques des branchements	<p>¹ L'autorisation de la Commune précise l'emplacement du piquage, le tracé de la conduite de branchement, son diamètre et le type de tuyau en tenant compte dans la mesure du possible des intérêts de l'usagère ou de l'utilisateur.</p> <p>² Les conduites de distribution et de branchement ne doivent pas être utilisées pour la mise à la terre des installations électriques.</p>
2.13. Droit de passage des branchements	En cas d'empiètement de la conduite de branchement sur des terrains privés, les parties doivent confirmer par écrit les droits et obligations réciproques envers la Commune. Il incombe à la personne propriétaire raccordée de faire inscrire, à ses frais, au Registre foncier les servitudes, en particulier les droits de passage.
2.14. Mise hors service du branchement	<p>¹ Les conduites de branchement devenant caduques sont débranchées de la conduite de distribution par la Commune, à la charge de la ou du propriétaire, à moins que celle-ci ou celui-ci ne garantisse par écrit une réutilisation dans les douze mois.</p> <p>² Les installations dans les chambres de compteur d'eau inutilisées doivent être démontées aux frais de leur propriétaire.</p>
2.15. Définition des installations	<p>¹ Les installations d'eau potable à usage domestique (ci-après : les installations) comprennent toutes les conduites, la robinetterie et les appareils à partir du premier organe d'arrêt après le passage de mur jusqu'aux points de soutirage dans l'immeuble.</p> <p>² Le dispositif de comptage ne fait pas partie des installations.</p>
2.16. Responsabilité de la ou du propriétaire et entretien des installations	¹ La personne propriétaire du bâtiment possède et est responsable des installations exception faite du dispositif de comptage. Elle est tenue de veiller à la sécurité du fonctionnement de ses installations. Elle doit notamment, les maintenir en parfait état, en confiant le contrôle régulier et l'entretien à une installatrice ou un installateur autorisé par la Commune (article 1.8).

	<p>² Elle doit mandater une installatrice ou un installateur autorisé par la Commune (article 1.8) pour effectuer toute installation neuve ou transformation importante d'installation existante. Une liste de ces entreprises reconnues est à disposition.</p>
<p>2.17. Réalisation des travaux</p>	<p>¹ Dès l'obtention de l'autorisation d'installer, l'installatrice ou installateur autorisé par la Commune peut réaliser les travaux décrits dans sa demande.</p> <p>² Les installations sont exécutées conformément aux prescriptions cantonales, aux directives SSIGE, au présent règlement et aux éventuelles prescriptions de la Commune.</p>
<p>2.18. Mise en et hors service d'installations</p>	<p>¹ L'achèvement des travaux d'installation doit être annoncé à la Commune à temps au moyen des formulaires prévus afin de pouvoir procéder à un contrôle avant leur mise en service.</p> <p>² L'installation non conforme ou incomplète ne doit pas être mise en service. En cas de défaut constaté, les contrôles ultérieurs sont facturés au tarif en vigueur.</p> <p>³ Les installations agrandies, modifiées ou temporairement mises hors service, ne peuvent être remises en service qu'après un contrôle par la Commune.</p> <p>⁴ Les mesures de sécurité et d'hygiène doivent être respectées lors d'une mise hors service des installations.</p>
<p>2.19. Contrôle et suppression des défauts de l'installation</p>	<p>¹ Toute perturbation dans l'approvisionnement en eau potable doit être signalée sans tarder à la Commune.</p> <p>² En cas d'urgence ou sur demande d'une usagère ou d'un usager, la Commune ou la personne qu'elle a mandatée intervient pour un contrôle des installations.</p> <p>³ La Commune procède, notamment lors du changement de compteur, à un contrôle des installations.</p> <p>⁴ Le contrôle des installations par la Commune ou sa ou son mandataire ne dégage pas les installatrices ou installateurs autorisés par la Commune ni les propriétaires de leur responsabilité.</p> <p>⁵ En cas de non-conformité, la personne propriétaire est tenue de faire éliminer à ses frais les défauts constatés dans les délais accordés.</p>

2.20. Accès à l'installation	<p>¹ La Commune et la personne qu'elle a mandatée ont le droit d'accéder, en principe aux heures ouvrables, aux bâtiments et à tous les locaux pour le relevé, la pose, la dépose du compteur ainsi que pour le contrôle des installations.</p> <p>² L'accès au compteur doit être garanti pour sa lecture.</p> <p>³ De même pour les chambres de comptage, si la chambre doit être vidangée ou nettoyée, les frais sont à la charge de la ou du propriétaire.</p> <p>⁴ Sur demande de la Commune, l'usagère ou l'utilisateur est tenu de montrer les appareils existant chez lui.</p>
2.21. Risque de gel	<p>Les conduites et autres composants de l'installation doivent être protégés contre le gel. En principe, il n'est pas autorisé de laisser couler en permanence les robinets exposés au gel. La ou le propriétaire est responsable de tout frais et dégât.</p>
2.22. Clapet de retenue	<p>Un clapet de retenue, empêchant tout retour d'eau dans le réseau, doit être posé après chaque compteur. Le clapet est posé ou remplacé par l'installatrice ou l'installateur autorisé par la Commune à la charge de la ou du propriétaire.</p>
2.23. Installations spéciales	<p>¹ Les installations spéciales doivent être exécutées conformément aux directives W3 (SSIGE). Elles doivent être pourvues d'un clapet de retenue ou d'un disconnecteur selon le type d'installation.</p> <p>² L'installation, la modification et le contrôle du dispositif anti-retour doivent être réalisés conformément aux directives de la SSIGE et aux prescriptions du fabricant.</p> <p>³ La responsabilité du maintien de la qualité de l'eau (amont et aval) incombe à la ou au propriétaire de l'installation.</p>
2.24. Réducteur de pression	<p>Selon la pression du réseau, un réducteur de pression, permettant de diminuer la pression de l'eau dans l'installation, doit être installé après compteur par une installatrice ou un installateur autorisé par la Commune, à la charge de la ou du propriétaire qui en assume également l'entretien.</p>
2.25. Récupération d'eau de pluie	<p>¹ La personne propriétaire est seule responsable de l'utilisation adéquate de l'eau de pluie récupérée.</p> <p>² Il est interdit d'interconnecter le réseau d'eau potable et d'eau de pluie. Le cas d'alimentation de secours du réservoir avec l'eau potable, se fait exclusivement avec une alimentation à écoulement libre, excluant toute possibilité de siphonage.</p>

2.26. Qualité de la fourniture d'eau potable	La Commune n'est pas tenue de fournir de l'eau possédant des caractéristiques physico-chimiques déterminées (par exemple dureté, température, etc.) ou à une pression constante.
2.27. Restriction de la fourniture d'eau	<p>¹ La Commune peut restreindre ou interrompre la fourniture d'eau dans certaines zones d'approvisionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en cas de force majeure ; • en cas de dérangement (incidents d'exploitation) ; • en cas de pénurie d'eau ; • en cas de travaux d'entretien et de réparation ou en cas d'agrandissement des infrastructures ; • en cas d'incendie. <p>² La Commune informe les usagères et usagers suffisamment tôt des restrictions ou des interruptions de distribution prévisibles.</p> <p>³ Les travaux sont réalisés en général durant les horaires de travail normaux. Si l'usagère ou l'utilisateur souhaite la mise en place de solutions provisoires ou la réalisation des travaux en dehors des horaires de travail normaux, elle ou il devra en supporter le surcoût.</p> <p>⁴ La Commune décline toute responsabilité en cas de désagrément et n'accorde par conséquent aucune réduction de taxe.</p> <p>⁵ Il incombe à l'usagère ou l'utilisateur de s'assurer contre les perturbations liés à l'arrêt et au retour d'eau annoncés.</p>
2.28. Fourniture à des tiers	L'eau soutirée ne peut être fournie en permanence à des bâtiments tiers sans l'autorisation expresse de la Commune.
2.29. Fourniture à des fins particulières	<p>¹ Les installations de lutte contre le feu (installations sprinkler) ne peuvent être raccordées qu'avec l'autorisation de la Commune.</p> <p>² La fourniture d'eau à des fins thermiques ou de production électrique est soumise à autorisation de la Commune.</p> <p>³ La fourniture d'eau à des entreprises consommant des volumes particulièrement importants ou avec des pointes élevées nécessite une convention particulière entre l'usagère ou l'utilisateur et la Commune.</p>
2.30. Prise d'eau temporaire	<p>¹ La fourniture temporaire d'eau pour les chantiers et les manifestations est décomptée au moyen d'un compteur fourni par la Commune, qui doit être protégé contre les atteintes mécaniques et contre le gel aux frais de la demandeuse ou du demandeur.</p> <p>² Une taxe est perçue pour la location du dispositif compteur.</p>

	³ Le prélèvement d'eau à partir des bornes de puisage (type Bayard) pour, par exemple des manifestations, est soumis à réglementation particulière.
2.31. Prise d'eau illicite	En cas de prise d'eau illicite, la Commune facture les taxes selon tarif, débours en sus, en estimant la consommation soutirée. Le dépôt de plainte pénale est réservé.
2.32. Responsabilité	L'usagère ou l'utilisateur propriétaire d'installations est responsable des dégâts qu'il provoque par suite d'utilisation incorrecte, de négligence, de contrôle défaillant ou d'entretien insuffisant des installations. Il doit également répondre de ses locataires, fermières ou fermiers et autres personnes qui utilisent ces installations avec son accord.
2.33. Consommation nulle	Si la consommation d'eau potable est nulle pendant une période prolongée, l'usagère ou l'utilisateur doit veiller à ce que la conduite de raccordement soit régulièrement rincée.
2.34. Dispositif de comptage a) Définition	¹ Le dispositif de comptage comprend une vanne d'arrêt, un compteur, deux raccords et un clapet de retenue. ² La Commune définit le diamètre, le type de compteur et clapet de retenue à installer ainsi que les autres dispositifs jugés nécessaires.
2.35. b) Propriété	Le dispositif de comptage est propriété de la Commune.
2.36. c) Périodicité d'échange	Sauf disposition particulière officielle, la Commune statue sur la périodicité d'échange du compteur.
2.37. d) Emplacement, installation et accès	¹ La Commune définit l'emplacement du dispositif de comptage en convenance avec la personne propriétaire ; cette dernière doit mettre gratuitement à disposition un emplacement adéquat. Si le bâtiment n'offre aucun emplacement approprié et protégé contre le gel, une chambre de comptage d'eau est installée à la charge de la ou du propriétaire conformément aux prescriptions de la Commune. ² La pose et la dépose du(des) compteur(s) sont des travaux exclusivement effectués par la Commune ou sa ou son mandataire. ³ L'installation permettant d'accueillir le dispositif de comptage et toute adaptation sont des travaux effectués par une installatrice ou un installateur agréé. Les coûts sont à la charge de la ou du propriétaire. ⁴ Le sous comptage est sous la responsabilité unique de la personne propriétaire ou de la copropriété.

2.38. e) Télétransmission	Si des capteurs, transmetteurs à distance ou dispositifs de comptage particuliers sont nécessaires, les coûts d'équipement, d'entretien et d'exploitation sont à la charge de la demandeuse ou du demandeur.
2.39. f) Relevé	<p>¹ Le relevé du compteur est effectué par les usagères ou les usagers, les agent-e-s de la Commune ou la personne qu'elle a mandatée.</p> <p>² Les périodes de relevé sont fixées par la Commune, mais au moins une fois par année.</p> <p>³ En cas de demande de relevés intermédiaires lors d'une fin de contrat (déménagement), ils sont facturés.</p> <p>⁴ Le relevé des compteurs et les données de comptage de la Commune font foi pour la facturation de l'eau, exception faite s'il y a mauvais fonctionnement du compteur ou de lecture fautive des données.</p> <p>⁵ En cas de consommation inhabituelle d'eau, l'usagère ou l'utilisateur est tenu d'en chercher les causes et de faire réparer les éventuels défauts des installations intérieures ou de prendre les mesures nécessaires pour éviter la surconsommation.</p> <p>⁶ Si les données de comptage ne sont pas disponibles même après demandes réitérées, la Commune facture la consommation d'eau par extrapolation des données de consommation antérieure.</p>
2.40. g) Irrégularités de fonctionnement, exactitude	<p>¹ L'usagère ou l'utilisateur doit signaler sans retard les irrégularités qu'il constate dans le fonctionnement du compteur.</p> <p>² Le compteur d'eau dont la marge d'erreur ne dépasse pas la tolérance usuelle est réputé juste. L'usagère ou l'utilisateur peut en tout temps demander par écrit une vérification du compteur par une instance accréditée. Les coûts de cette vérification sont à la charge de la partie perdante.</p>
2.41. h) Erreurs et défauts mesure	<p>¹ En cas de mauvais fonctionnement du compteur, les modalités d'estimation de la consommation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si l'erreur de mesure peut être facilement déterminée en termes de durée et de volume, les décomptes sont corrigés en conséquence ; • si l'erreur de mesure ne peut pas être déterminée, la Commune fixe la consommation d'eau en tenant compte des indications de la ou du propriétaire et de la consommation de la période équivalente avant la panne, ainsi que des modifications de la capacité de raccordement et des relations contractuelles intervenues entre-temps.

	² L'usagère ou l'utilisateur ne peut demander aucune réduction de la facture en raison de pertes d'eau dues à un défaut de ses propres installations.
2.42. i) Dommage	<p>¹ Les coûts de réparation ou de remplacement en cas de dommage dû à des circonstances extérieures (exposition au gel ou à la chaleur, action inappropriée, etc.) sont à la charge de la personne propriétaire.</p> <p>² La personne qui engendre des dommages, enlève ou modifie un dispositif de comptage répond du dommage causé. Elle supporte en outre les frais de remise en conformité du dispositif, ceux de révision et vérification officielle du compteur ainsi que ceux des consommations non facturées. Dans tous les cas, la ou le propriétaire du bien-fonds reste solidairement responsable. Le dépôt de plainte pénale reste réservé.</p>
	CHAPITRE 3. ASSAINISSEMENT
3.1. Missions	<p>¹ La Commune organise et surveille l'assainissement ainsi que le traitement des eaux à évacuer (installations publiques et privées) sur l'ensemble du territoire communal.</p> <p>² La Commune élabore les projets d'installations publiques d'assainissement, réalise celles-ci, les exploite, les entretient et les renouvelle.</p>
3.2. Principes généraux pour l'évacuation des eaux	<p>¹ La Commune établit un plan général d'évacuation des eaux (PGEE-VdR) qui synthétise les plans existants sur l'ensemble du territoire communal et se charge de sa mise à jour régulière.</p> <p>² Le PGEE-VdR définit les principes généraux pour l'évacuation des eaux, ainsi que les priorités d'investissement et d'action de la Commune.</p> <p>³ Cette planification générale régit l'évacuation des eaux sur tout le territoire communal.</p>
3.3. Définition du réseau	<p>¹ Le réseau public d'assainissement, propriété de la Commune, est défini dans le PGEE-VdR et comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les collecteurs principaux ; • les collecteurs secondaires ; • tous les ouvrages spéciaux et infrastructures situés sur ce réseau de collecteurs.

	<p>² Le raccordement, appartenant à la ou au propriétaire de l'immeuble, comprend les canalisations et les installations privées (installation d'infiltration, rétention, etc.) du point de sortie de l'immeuble en pied de façade jusqu'au(x) point(s) d'introduction dans le réseau public.</p> <p>³ Les installations intérieures, soit toutes les installations à l'amont de l'introduction en pied de la façade, appartiennent à la personne propriétaire.</p>
3.4. Système séparatif et unitaire, définitions	<p>¹ Dans le système séparatif, les eaux usées sont collectées séparément des autres eaux et déversées dans les égouts. Les collecteurs d'égouts publics conduisent les eaux usées pour traitement à la station d'épuration. Les eaux claires sont prioritairement infiltrées ou à défaut conduites vers un exutoire naturel.</p> <p>² Dans le système unitaire, les eaux usées et les autres eaux à évacuer sont acheminées par une canalisation unique vers la station d'épuration.</p>
3.5. Collecteurs publics d'évacuation des eaux	<p>¹ Les collecteurs principaux et secondaires sont exécutés par la Commune sur la base du PGEE-VdR, au fur et à mesure des nécessités d'ordre général.</p> <p>² La Commune est tenue de procéder à l'extension des réseaux existants dans le périmètre d'assainissement.</p> <p>³ Le périmètre d'assainissement correspond, au minimum, au périmètre défini dans le PGEE-VdR.</p> <p>⁴ La Commune n'est pas tenue de procéder à l'extension des réseaux en dehors du périmètre d'assainissement.</p>
3.6. Obligation de raccordement des eaux usées	<p>¹ Dans le périmètre d'assainissement, les propriétaires sont tenu-e-s de raccorder les eaux usées de leur bien-fonds au réseau public.</p> <p>² Le cas des exploitations agricoles avec garde d'animaux de rente demeure réservé en application des législations fédérale et cantonale.</p>
3.7. Évacuation des eaux autres	L'évacuation et le traitement des eaux artisanales, industrielles ou autres sont soumis à autorisation cantonale.
3.8. Évacuation des eaux non polluées	<p>¹ Sont considérées comme eaux non polluées dans le cadre du présent règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux pluviales de toiture, de place, des voies d'accès, des chemins, ainsi que des aires de stationnement de véhicules légers ;

	<ul style="list-style-type: none"> • les eaux de fontaines ; • les eaux de drainages ; • les eaux souterraines et les eaux de sources ; • les eaux de refroidissement non polluées ; • les autres eaux non polluées désignées de cas en cas par la Commune en application des dispositions fédérales et cantonales. <p>² Les eaux non polluées sont récoltées séparément au niveau de la parcelle.</p> <p>³ En principe, elles sont évacuées conformément au PGEE-VdR.</p>
3.9. Eaux de ruissellement	Chaque propriétaire foncière ou foncier est tenu de recueillir ou d'évacuer de manière appropriée les eaux de ruissellement des surfaces imperméables avant leur écoulement sur le domaine public.
3.10. Demande d'autorisation de raccordement	<p>¹ La demande d'autorisation de raccordement au réseau d'assainissement doit être adressée à la Commune.</p> <p>² Cette demande est établie par la ou le propriétaire ou sa ou son mandataire. Elle doit indiquer la surface imperméabilisée qui sera raccordée et être accompagnée d'un plan des canalisations à une échelle suffisante établi selon les règles de l'art et montrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'emplacement des colonnes de chute, des descentes de toit ; • les grilles ; • les canalisations de raccordement et leur embranchement aux collecteurs publics (matériaux, diamètre, pente) ; • les chambres (matériaux et diamètre), les installations d'infiltration (description technique de l'installation) ; • les calculs justifiant les dimensions des séparateurs et fosses. <p>³ La Commune peut demander, si elle l'estime nécessaire, que d'autres documents lui soient fournis.</p> <p>⁴ L'exécution des raccordements, la pose des canalisations et les éventuels ouvrages y relatifs sont à la charge des propriétaires des immeubles à raccorder.</p> <p>⁵ La remise en fonction d'une installation hors service est subordonnée à un accord de la Commune.</p>
3.11. Exécution des raccordements	<p>¹ Les canalisations de raccordement des biens-fonds aux collecteurs secondaires et principaux doivent être exécutées dans les règles de l'art et satisfaire aux prescriptions des normes en vigueur.</p> <p>² En zone *S* de protection, les collecteurs sont réalisés en polyéthylène (PE) soudés et soumis à des tests d'étanchéité.</p>

<p>3.12. Regards de contrôle et vannes anti-reflux</p>	<p>¹ Toute nouvelle canalisation de raccordement est munie d'un regard de contrôle situé dans la mesure du possible hors de la chaussée.</p> <p>² Si nécessaire, la Commune peut exiger la construction d'un regard de contrôle supplémentaire à l'amont de celui-ci.</p> <p>³ Dans la zone de reflux des canalisations, le système d'assainissement des caves et des immeubles doit être pourvu de vannes anti-reflux, installées aux frais de la ou du propriétaire.</p>
<p>3.13. Infiltration des eaux non polluées</p>	<p>¹ Le PGEE-VdR définit les zones où les eaux non polluées ne doivent pas être infiltrées.</p> <p>² En dehors de ces zones, les directives fédérales et cantonales sont à appliquer, aux frais des propriétaires.</p> <p>³ La ou le propriétaire doit faire la démonstration de l'impossibilité d'infiltrer les eaux en effectuant un essai d'infiltration selon les directives cantonales.</p> <p>⁴ La dérogation à l'obligation d'infiltrer les eaux le cas échéant est octroyée par l'Etat.</p>
<p>3.14. Mesures de rétention</p>	<p>Le PGEE-VdR définit les secteurs où la rétention est requise ainsi que les directives d'application. Dans ces secteurs, la Commune prescrit les mesures de rétention à réaliser, aux frais des propriétaires.</p>
<p>3.15. Contrôle et relevés</p>	<p>¹ Lors de nouveaux raccordements, de la mise en service d'une installation d'infiltration ou de toute autre installation de traitement des eaux, de modifications de canalisations ou de collecteurs, la personne propriétaire ou la personne qu'elle a mandatée doit avertir la Commune, deux jours ouvrables avant le remblayage de la fouille, afin que celle-ci puisse contrôler la bien-facture et la conformité du travail et faire procéder aux relevés nécessaires à la mise à jour du cadastre souterrain.</p> <p>² En cas de non-respect de ces prescriptions, la Commune exige une réouverture des fouilles, aux frais de la ou du propriétaire.</p> <p>³ Les frais occasionnés par l'établissement des relevés et la mise à jour du cadastre souterrain, pour tout nouveau branchement, toute nouvelle installation ou modifications apportées aux canalisations et équipements privés sont entièrement à la charge de la personne propriétaire.</p>
<p>3.16. Eaux de chantier</p>	<p>L'évacuation et le traitement des eaux de chantier s'effectuent conformément aux recommandations SIA 431.</p>

<p>3.17. Mise en application</p>	<p>¹ Les dispositions des articles 3.6 à 3.16 s'appliquent aux nouvelles constructions, aux transformations importantes d'immeubles existants ou lors d'un changement d'affectation.</p> <p>² Dans les secteurs où il est procédé à une mise en séparatif, à une remise en état ou à une nouvelle construction de collecteurs publics, la Commune exige des propriétaires qu'ils se mettent en conformité selon les articles 3.6 à 3.16. dans un délai de deux ans.</p> <p>³ Dans les secteurs équipés en collecteurs séparatifs, la Commune exige des propriétaires de biens-fonds subsistants en unitaire qu'ils se mettent en conformité selon les articles 3.6 à 3.16 dans un délai de deux ans après notification.</p> <p>⁴ Si pour des raisons techniques, le coût de la mise en séparatif de certains écoulements d'eau pluviale est disproportionné par rapport au but visé, la Commune peut autoriser le maintien du raccordement aux eaux usées ou une mise en séparatif partielle.</p>
<p>3.18. Frais d'études et de construction</p>	<p>¹ Les frais d'étude, de construction, de raccordement et de mise en conformité des réseaux selon les articles 3.6 à 3.16 sont supportés en totalité par les propriétaires concernés, y compris les frais de recherche des écoulements et d'établissement de projet.</p> <p>² Les frais de construction des installations d'infiltration et de leurs canalisations de raccordement sont supportés par les propriétaires concernés, y compris les frais pour les essais d'infiltration.</p>
<p>3.19. Modification du raccordement</p>	<p>Toute construction, transformation, modification ou réparation de canalisation de raccordement, d'installation d'infiltration ou d'ouvrage de traitement des eaux est subordonnée à une autorisation délivrée par la Commune. Les conditions de l'article 3.11 doivent également être remplies.</p>
<p>3.20. Modification de canalisations publiques</p>	<p>¹ Il est interdit de percer, de traverser, de modifier ou de détruire une canalisation ou un collecteur public.</p> <p>² Toute utilisation des réseaux de canalisations publiques en vue d'y installer ou d'y faire traverser des conduites ou des câbles est interdite sauf autorisation spéciale de la Commune.</p>
<p>3.21. Entretien et réparation du réseau public</p>	<p>Les travaux de réparation et d'entretien du réseau public incombent à la Commune. Ces travaux sont effectués par la Commune ou sa ou son mandataire.</p>
<p>3.22. Entretien des canalisations privées et des ouvrages de prétraitement</p>	<p>Les canalisations privées ainsi que les ouvrages privés de prétraitement doivent être entretenus, nettoyés périodiquement et être maintenus en parfait état de fonctionnement par les propriétaires ou leurs usagers et usagers, et ceci à leurs frais.</p>

3.23. Canalisations privées défectueuses	<p>¹ Les propriétaires sont tenus de réparer ou de reconstruire, à leurs frais, leurs canalisations privées qui, par un défaut de construction ou un manque d'entretien, ne répondent plus aux exigences de l'hygiène publique ou nuisent au bon fonctionnement des collecteurs et installations publics ou risquent de polluer les eaux.</p> <p>² Si ces ouvrages sont communs à plusieurs propriétaires, la charge de réparation et d'entretien incombe à chacune d'elles ou chacun d'eux, en proportion de leur intérêt.</p>
3.24. Entretien des installations d'infiltration des eaux non polluées	Les installations privées d'infiltration des eaux non polluées doivent être entretenues, nettoyées périodiquement et être maintenues en parfait état de fonctionnement par les propriétaires ou leurs usagers et usagers, ceci à leurs frais.
3.25. Installations d'infiltration défectueuses	<p>¹ Les propriétaires sont tenus de réparer ou de reconstruire, à leurs frais, leurs installations d'infiltration des eaux non polluées qui, par un défaut de construction ou un manque d'entretien, ne répondent plus aux exigences de protection des eaux souterraines ou occasionnent des dommages à la propriété d'autrui.</p> <p>² Si ces installations sont communes à plusieurs propriétaires, la charge de réparation et d'entretien incombe à chacune d'elles ou chacun d'eux, en proportion de leur intérêt.</p>
3.26. Inobservation des prescriptions	En cas d'inobservation de ces prescriptions et après sommation restée sans effet, la Commune fait procéder d'office à l'exécution des mesures nécessaires, aux frais de la contrevenante ou du contrevenant.
3.27. Volume d'eaux résiduaires	<p>¹ Le volume d'eaux résiduaires rejeté aux égouts est considéré comme égal au volume d'eau potable mesuré par le dispositif de comptage des eaux potables.</p> <p>² Demeure réservé le cas de rejet dans les eaux résiduaires d'eaux provenant d'une ressource différente (eau de pluie, eau de source privée, etc.) qui nécessite alors la pose d'un compteur supplémentaire obligatoire à charge de la ou du propriétaire. La Commune détermine son emplacement en collaboration avec la personne propriétaire, sa répondante ou son répondant.</p>
3.28. Sous-compteur	Lorsque l'usagère ou l'utilisateur souhaite l'installation d'un sous-compteur ou que des raisons techniques l'exigent (cas autorisés par la Commune de déduction d'une part du volume d'eau potable), celle-ci est réalisée à ses frais, conformément aux prescriptions techniques de la Commune.

3.29. Facturation	L'assainissement est facturé avec l'eau potable et aux mêmes modalités.
3.30. Restrictions à l'utilisation des canalisations et collecteurs	Il est interdit d'introduire dans les canalisations et dans les installations d'infiltration des matières liquides, solides ou gazeuses qui, par leur nature, par leur mélange ou leur concentration, peuvent endommager les canalisations ou les installations d'épuration, gêner leur fonctionnement ou être à l'origine de dangers pour la sécurité ou la salubrité.
3.31. Evacuation et traitement des eaux hors du périmètre d'assainissement	<p>¹ Hors du périmètre d'assainissement, les eaux usées et les autres eaux polluées provenant des bâtiments isolés ou d'autres activités permanentes ou temporaires sont traitées aux frais de leurs propriétaires dans des installations agréées par l'autorité cantonale, qui fixe les exigences de rejet.</p> <p>² Ces installations sont régulièrement entretenues et, si nécessaire, vidangées. Tous les frais sont à la charge des propriétaires.</p> <p>³ La Commune est responsable du contrôle des installations d'évacuation et de traitement des eaux en dehors du périmètre d'assainissement.</p>
3.32. Installations agricoles	<p>¹ Les installations agricoles telles que silos, étables, aires à fumier et fosses à purin doivent être conçues de manière à éviter toute pollution des eaux superficielles ou souterraines.</p> <p>² Il est interdit de conduire les eaux provenant de ces installations dans les égouts, les canalisations d'eaux claires et les canalisations de drainages sans l'autorisation de la Commune.</p> <p>³ Chaque fumière doit être construite en béton armé de telle manière à empêcher le ruissellement du purin et être reliée à une fosse étanche.</p>
3.33. Piscines	<p>¹ Les eaux de rinçage des filtres et les eaux de nettoyage des bassins des piscines sont déversées dans les canalisations d'eaux usées.</p> <p>² Dans la mesure du possible, le contenu des bassins est infiltré ou dans la canalisation d'eaux pluviales après un arrêt du traitement de 48 heures, les modalités de prétraitement étant fixées dans l'autorisation en matière de protection des eaux.</p>

	CHAPITRE 4. DRAINAGES AGRICOLES
4.1. Cadre	<p>¹ Les présentes dispositions s'appliquent, sans dérogation aucune, aux terrains assainis par un réseau de drainages situés :</p> <p>a) en zone agricole, telle qu'elle est définie par les plans d'aménagement locaux en vigueur ;</p> <p>b) en zone constructible des plans d'aménagement communaux et toujours voués à l'agriculture. Ces terrains sont exclus du règlement dès l'instant où un projet conforme à leur affectation se réalise.</p> <p>² En cas d'extension du réseau, les terrains concernés par les travaux sont automatiquement soumis au règlement, dès l'instant où l'ouvrage est repris par la Commune.</p>
4.2. Définition	<p>Les drainages agricoles comprennent notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les chambres ;• les regards ;• les têtes de décharge ;• les canaux de drainage à ciel ouvert ;• les tuyaux de drainage ;• les collecteurs principaux.
4.3. Surveillance	<p>Le Conseil communal, d'entente avec l'office cantonal des améliorations foncières, est chargé de la surveillance générale du réseau des drainages ainsi que de tous les travaux d'entretien et de réparation.</p>
4.4. Défectuosités	<p>La ou le propriétaire ou l'exploitant-e qui constate des défectuosités dans le réseau de drainages prévient sans délai le Conseil communal.</p>
4.5. Extension ou assainissement des drainages	<p>¹ Un syndicat d'améliorations foncières ou un syndicat de drainages est constitué lorsqu'il s'avère nécessaire d'entreprendre des travaux d'extension ou d'assainissement importants sur le réseau de drainages.</p> <p>² Un-e représentant-e de la Commune siège, avec voix consultative, au comité du syndicat.</p>

4.6. Subventionnement	<p>¹ Les coûts des travaux d'extension des drainages (assainissement de terrains qui n'ont jamais été drainés) sont subventionnés par la Commune selon le barème suivant :</p> <p style="text-align: center;">Jusqu'à CHF 5'000 : 15% de subvention</p> <p>De CHF 5'001 à CHF 6'000 : subvention de CHF 775</p> <p>De CHF 6'001 à CHF 7'000 : subvention de CHF 800</p> <p>De CHF 7'001 à CHF 8'000 : subvention de CHF 820</p> <p>De CHF 8'001 à CHF 9'000 : subvention de CHF 840</p> <p>De CHF 9'001 à CHF 10'000 : subvention de CHF 860</p> <p>De CHF 10'001 à CHF 11'000 : subvention de CHF 875</p> <p>De CHF 11'001 à CHF 12'000 : subvention de CHF 890</p> <p>De CHF 12'001 à CHF 13'000 : subvention de CHF 905</p> <p>De CHF 13'001 à CHF 14'000 : subvention de CHF 920</p> <p>De CHF 14'001 à CHF 15'000 : subvention de CHF 935</p> <p>De CHF 15'001 à CHF 16'000 : subvention de CHF 950</p> <p>Pour chaque tranche de CHF 1'000 supplémentaires, CHF 10 de subvention sont versés en plus.</p> <p>² Ces travaux sont réalisés par la ou le propriétaire, sous le contrôle de la Commune.</p>
4.7. Frais d'entretien	<p>¹ Les frais occasionnés par :</p> <ul style="list-style-type: none">• le curage des chambres ;• le nettoyage des têtes de décharge ;• les curages, les réparations et les remises en état de drains et de collecteurs sur des longueurs inférieures à cinq mètres <p>sont entièrement à charge du fonds d'entretien des drainages.</p> <p>² Le Conseil communal peut refuser l'exécution de ce genre de travaux lorsqu'il est évident qu'ils seront inopérants et ordonner une réfection complète des tranchées et collecteurs.</p> <p>³ Les reconstructions partielles ou totales de drains et de collecteurs sont financées, après déduction d'éventuelles subventions fédérales et/ou cantonales à raison de 50% par le fonds d'entretien des drainages pour les terrains définis sous l'article 4.1, alinéa 1, lettre a du présent règlement, le solde étant à charge des propriétaires.</p> <p>⁴ Les reconstructions partielles ou totales de drains et de collecteurs sont financées, après déduction des éventuelles subventions fédérales et/ou cantonales à raison de 20% par le fonds d'entretien des drainages pour les terrains définis sous l'article 4.1, alinéa 1, lettre b du présent règlement, le solde étant à charge des propriétaires.</p>

	⁵ Le Conseil communal est en droit de suspendre le financement de l'entretien des drainages si le fonds est épuisé.
4.8. Reconnaissance des lieux	Le Conseil communal, d'entente avec l'office cantonal des améliorations foncières, examine sur place toutes réclamations et ordonne les travaux nécessaires. La ou le propriétaire et l'exploitant-e concerné-e-s sont convoqué-e-s pour participer à la reconnaissance des lieux.
4.9. Accès aux parcelles	¹ Pour la bonne exécution des travaux de drainage, les propriétaires sont tenus de laisser le libre accès à leurs parcelles, même si celles-ci sont en culture et même s'ils ne sont pas touchés directement par les travaux, afin de permettre l'accès aux parcelles voisines. ² En principe, aucune indemnité n'est versée.
4.10. Interdictions	¹ Il est interdit de : <ul style="list-style-type: none"> • planter des arbres à moins de 10 m d'un drain et/ou de planter des arbustes à moins de 6 m d'un drain ; • cultiver des plantes risquant d'obstruer les drains par leurs racines ; • raccorder une canalisation d'eaux usées au réseau des drainages ; • raccorder un drain sur un collecteur d'eaux usées. ² Demeure réservé le cas des franges urbaines et des arbres déjà existants sujets à discussion avec la Commune. ³ En cas de plantation le long des canaux à ciel ouvert et des ruisseaux, les terminaisons des drains sont remplacées par des tuyaux sans perforations sur une longueur de dix mètres, pour autant que cela ne péjore pas le réseau et aux frais de la personne qui fait la demande pour la plus-value éventuelle.
4.11. Fouilles	Quiconque souhaite procéder à des fouilles dans la surface agricole drainée doit en aviser préalablement la Commune par écrit. L'écoulement des drains doit être assuré dans tous les cas.
4.12. Pose de barrière	Lorsque du bétail est mis en pâture sur les terrains jouxtant les rus, les ruisseaux ou les canaux, la ou le propriétaire ou l'exploitant-e est tenu-e d'installer une clôture ou un fil électrique au moins à 1.5 m du haut des berges.

4.13. Fautes	Les travaux de réparation ou de réfection occasionnés par la faute d'un-e propriétaire, d'un-e exploitant-e ou d'une entreprise sont exécutés à ses frais.
	CHAPITRE 5. COURS D'EAU
5.1. Tâches	La Commune est chargée de toutes les tâches d'entretien courant des cours d'eau et de protection contre les crues lui incombant selon la législation cantonale.
5.2. Définition	<p>L'entretien courant des cours d'eau comprend l'ensemble des mesures visant à maintenir un état de fonctionnement jugé comme optimum en termes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'hydraulique (capacité à transiter les débits d'eau et le transport solide) ; • de qualité du milieu (écologie, biodiversité, patrimoine naturel) ; • de paysage ; • de vocation et d'usages (loisirs, agriculture, hydroélectricité, etc.).
5.3. Cadre	L'Etat fixe le cadre et les objectifs de l'entretien des cours d'eau communaux.
5.4. Planification	La Commune effectue les travaux d'entretien selon le plan de gestion des cours d'eau établi par l'Etat.
	CHAPITRE 6. FINANCEMENT
6.1. Autonomie financière	<p>¹ La Commune assure la distribution de l'eau potable, l'assainissement de l'eau, l'entretien des drainages et des cours d'eau (construction, exploitation, entretien, etc.) en couvrant ses coûts.</p> <p>² Les principales charges sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les frais d'études, de documentation, les coûts des projets, des travaux, d'exploitation, de contrôle des installations, d'entretien et de conservation des infrastructures, y compris la rémunération des investissements, les amortissements et le maintien de la valeur ; • les frais de suivi et de contrôle de l'assainissement ;

	<ul style="list-style-type: none"> • les frais pour la préservation durable des drainages et des cours d'eau ; • les frais destinés aux relations publiques et aux associations spécialisées ; • les frais consacrés à la formation des collaboratrices et collaborateurs et aux développements technologiques.
6.2. Couverture des coûts	<p>¹ Les coûts de la Commune pour la distribution de l'eau potable, l'assainissement, les drainages et les cours d'eau sont financés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les taxes uniques (eau potable, défense incendie et assainissement) ; • les taxes de base (eau potable, défense incendie et assainissement) ; • les taxes sur la consommation (eau potable, d'assainissement sur la consommation) ; • la taxe de drainage ; • les participations de tiers aux coûts (par exemple pour les conduites de raccordement) ; • les contributions de tiers (par exemple l'Etat) ; • la rémunération des prestations hors exploitation. la Commune peut créer un fonds d'approvisionnement en eau potable et un fonds d'assainissement après avoir établi la planification des investissements requise par la loi. <p>² Les principes des taxes sont définis dans le règlement d'exécution concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.</p>
6.3. Adaptation des coûts	Le Conseil communal fixe les tarifs dans le règlement d'exécution concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux, dont les principes ont été adoptés par le Conseil général dans l'arrêté concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.
6.4. Modalités de facturation et de paiement	Les modalités de facturation, d'opposition, de réclamations et de paiement sont fixées dans l'arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux, du 18 février 2013.
6.5. Financement des drainages	<p>¹ Une contribution annuelle est facturée aux propriétaires de terrain par hectare drainé en tant que participation aux frais occasionnés par les travaux d'entretien.</p> <p>² Son montant est défini dans le règlement d'exécution concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.</p> <p>³ Les surfaces drainées de chaque propriétaire sont définies sur un plan établi par l'office cantonal des améliorations foncières et approuvé par le Conseil communal.</p>

	CHAPITRE 7. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES
7.1. PGEE-VdR	Jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Plan général d'évacuation des eaux (PGEE-VdR), les dispositions des différents PGEE des villages restent valables.
7.2. Entrée en vigueur et abrogation	¹ Le présent règlement entre en vigueur le 1 ^{er} juillet 2016. ² Il abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment les règlements sur les eaux de Multiruz et des villages de la Commune.
7.3. Exécution	Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement après l'avoir soumis à la sanction du Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.
7.4. Délégation de compétence	Le Conseil communal peut, par arrêté séparé, déléguer certaines tâches ou responsabilités à l'unité administrative des eaux et de l'environnement ou à un-e mandataire.
7.5. Plaintes	Tous les cas non prévus par le présent règlement, les contestations et les plaintes à l'égard du personnel de la Commune sont à soumettre au Conseil communal.
7.6. Dispositions pénales	Les infractions au présent règlement sont passibles d'une amende de CHF 10'000 au plus, sous réserve de sanctions plus sévères de la législation fédérale ou cantonale en la matière, qui seraient applicables.

Val-de-Ruz, le 18 avril 2016

AU NOM DU CONSEIL GENERAL
Le président Le secrétaire

P. Truong

J. Villat

Table des matières

CHAPITRE 1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	2
1.1.	But et champ d'application	2
1.2.	Bases juridiques	2
1.3.	Usagères et usagers	2
1.4.	Rapport contractuel	3
1.5.	Autorisations	3
1.6.	Couverture des coûts	3
1.7.	Cadastre des conduites	3
1.8.	Installatrices et installateurs agréés, octroi, retrait d'autorisation et responsabilités	4
1.9.	Travaux à proximité des conduites et/ou collecteurs	4
1.10.	Modification du tracé des conduites et/ou collecteurs publics	5
1.11.	Utilisation du domaine privé pour des infrastructures publiques, droit de passage ...	5
1.12.	Fontaines publiques	5
CHAPITRE 2.	EAU POTABLE	6
2.1.	Missions	6
2.2.	Aire de distribution	6
2.3.	Tâches de planification.....	7
2.4.	Suivi de la qualité.....	7
2.5.	Prescriptions techniques	7
2.6.	Infrastructures et propriété.....	7

2.7. Réseau d'eau public	7
2.8. Hydrantes et vannes	8
2.9. Développement des infrastructures	8
2.10. Définition du branchement d'immeuble	8
2.11. Propriété, installation et coûts du branchement	8
2.12. Dispositions techniques des branchements	9
2.13. Droit de passage des branchements	9
2.14. Mise hors service du branchement	9
2.15. Définition des installations	9
2.16. Responsabilité de la ou du propriétaire et entretien des installations	9
2.17. Réalisation des travaux	10
2.18. Mise en et hors service d'installations	10
2.19. Contrôle et suppression des défauts de l'installation	10
2.20. Accès à l'installation.....	11
2.21. Risque de gel.....	11
2.22. Clapet de retenue	11
2.23. Installations spéciales	11
2.24. Réducteur de pression	11
2.25. Récupération d'eau de pluie.....	11
2.26. Qualité de la fourniture d'eau potable.....	12
2.27. Restriction de la fourniture d'eau	12
2.28. Fourniture à des tiers	12
2.29. Fourniture à des fins particulières	12

2.30. Prise d'eau temporaire.....	12
2.31. Prise d'eau illicite.....	13
2.32. Responsabilité	13
2.33. Consommation nulle	13
2.34. Dispositif de comptage.....	13
a) Définition	13
2.35. b) Propriété	13
2.36. c) Périodicité d'échange	13
2.37. d) Emplacement, installation et accès.....	13
2.38. e) Télétransmission	14
2.39. f) Relevé	14
2.40. g) Irrégularités de fonctionnement, exactitude	14
2.41. h) Erreurs et défauts mesure	14
2.42. i) Dommage	15
CHAPITRE 3. ASSAINISSEMENT	15
3.1. Missions	15
3.2. Principes généraux pour l'évacuation des eaux.....	15
3.3. Définition du réseau.....	15
3.4. Système séparatif et unitaire, définitions	16
3.5. Collecteurs publics d'évacuation des eaux	16
3.6. Obligation de raccordement des eaux usées.....	16
3.7. Évacuation des eaux autres	16
3.8. Évacuation des eaux non polluées	16

3.9. Eaux de ruissellement	17
3.10. Demande d'autorisation de raccordement	17
3.11. Exécution des raccordements.....	17
3.12. Regards de contrôle et vannes anti-reflux	18
3.13. Infiltration des eaux non polluées	18
3.14. Mesures de rétention.....	18
3.15. Contrôle et relevés.....	18
3.16. Eaux de chantier	18
3.17. Mise en application.....	19
3.18. Frais d'études et de construction.....	19
3.19. Modification du raccordement	19
3.20. Modification de canalisations publiques.....	19
3.21. Entretien et réparation du réseau public	19
3.22. Entretien des canalisations privées et des ouvrages de prétraitement	19
3.23. Canalisations privées défectueuses	20
3.24. Entretien des installations d'infiltration des eaux non polluées.....	20
3.25. Installations d'infiltration défectueuses.....	20
3.26. Inobservation des prescriptions	20
3.27. Volume d'eaux résiduaires	20
3.28. Sous-compteur.....	20
3.29. Facturation	21
3.30. Restrictions à l'utilisation des canalisations et collecteurs	21
3.31. Evacuation et traitement des eaux hors du périmètre d'assainissement	21

3.32. Installations agricoles.....	21
3.33. Piscines.....	21
CHAPITRE 4. DRAINAGES AGRICOLES.....	22
4.1. Cadre	22
4.2. Définition.....	22
4.3. Surveillance	22
4.4. Défectuosités.....	22
4.5. Extension ou assainissement des drainages	22
4.6. Subventionnement	23
4.7. Frais d'entretien.....	23
4.8. Reconnaissance des lieux	24
4.9. Accès aux parcelles	24
4.10. Interdictions	24
4.11. Fouilles	24
4.12. Pose de barrière.....	24
4.13. Fautes.....	25
CHAPITRE 5. COURS D'EAU	25
5.1. Tâches	25
5.2. Définition.....	25
5.3. Cadre	25
5.4. Planification.....	25

CHAPITRE 6.	FINANCEMENT	25
6.1.	Autonomie financière	25
6.2.	Couverture des coûts	26
6.3.	Adaptation des coûts	26
6.4.	Modalités de facturation et de paiement	26
6.5.	Financement des drainages	26
CHAPITRE 7.	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	27
7.1.	PGEE-VdR	27
7.2.	Entrée en vigueur et abrogation	27
7.3.	Exécution	27
7.4.	Délégation de compétence	27
7.5.	Plaintes	27
7.6.	Dispositions pénales	27